

Chronique bibliographique

Anne LE BORGNE-DAVID : *Les migrations paysannes du Sud-Brésil vers l'Amazonie – Le salariat plutôt que la malaria* (préface d'Hervé THERY), Paris, L'Harmattan (collection Recherches et documents –Amériques latines, série Brésil), 1998, 219 pages.

La thèse centrale de ce livre sur la migration de paysans originaires du Sud du Brésil vers les terres septentrionales des *cerrados* (savane arbustive) et de la forêt amazonienne est synthétisée de manière lapidaire par son sous-titre : “ le salariat plutôt que la malaria ”. L'ouvrage d'Anne Le Borgne-David met en effet en lumière une inflexion significative, à partir de la fin des années 1980, de l'attrait exercé par l'Amazonie en tant que réservoir inépuisable de terres libres. Cette étude se fonde sur les stratégies de reproduction sociale de 66 familles du sud-ouest du Paraná en suivant leurs trajectoires vers trois pôles distincts : Nova Mutum dans les *cerrados* du Mato Grosso et deux projets de colonisation en forêt amazonienne, l'un privé à Juruena dans le Mato Grosso et l'autre public à Colorado do Oeste dans le Rondônia. Nous regretterons l'absence d'un tableau récapitulatif des principaux acteurs en fonction de leurs stratégies de migration afin de mieux appréhender leurs choix. Cependant, la qualité de la retranscription des multiples témoignages qui parcourent le texte, révélant ainsi la vie quotidienne, les blessures et les espoirs de cette paysannerie du Sud, n'est pas la moindre richesse de ce travail.

Jusqu'à cette inflexion, migrer était un moyen de conquérir ou de consolider l'autonomie familiale par l'accès à la terre, ailleurs abondamment disponible et fertile, pour ainsi favoriser une reproduction sociale élargie dans le cadre d'un système de production inchangé. L'Amazonie représentait le lieu au Brésil où l'accès à la terre restait encore possible, alors que la modernisation de l'agriculture dans le Sud avait bloqué la logique historique de reproduction par la mobilité dans l'espace. Sans nier que l'Amazonie soit toujours perçue de la sorte, en particulier par les paysans les plus pauvres, suscitant par là des vocations migratoires ; l'auteur constate que l'espoir d'une reproduction sociale élargie pour l'agriculture familiale en Amazonie s'est brisé sur les difficiles conditions de vie en forêt : précarité de l'accès à l'éducation et à la santé, faiblesse des rendements agricoles et des possibilités d'emploi salarié, éloignement des marchés et inexistance du crédit. Ces

difficultés ont fait naître de nouvelles différenciations parmi les migrants, tout comme l'apparition de nouveaux rapports de dépendance, en particulier vis-à-vis d'intermédiaires contrôlant la commercialisation des produits agricoles. L'élevage, s'il est un moyen réel de se soustraire à l'exploitation marchande – laquelle est évoquée mais assez peu analysée –, n'est qu'une protection relative dans la mesure où sa croissance est lente et coûteuse.

Par conséquent, l'accès à davantage de terre ne suffit plus pour améliorer ou seulement maintenir le niveau de vie familial et plus rien ne peut donc justifier le risque d'attraper la malaria ! Le recours à des activités salariées, agricoles ou non, est alors une nécessité ; d'autant plus que le désir d'accéder à de nouveaux biens de consommation et à un certain confort urbain se développe. Le flux migratoire se réoriente vers la périphérie des villes ou bien vers les *cerrados* où règnent une agro-industrie dynamique centrée sur la production de soja. Les migrants ne sont plus en quête de terres mais d'emplois salariés pour assurer leur reproduction sociale espérant ainsi constituer, à terme, une épargne afin de retrouver une activité autonome, mais pas forcément dans l'agriculture. Dès lors, l'avancée du front agricole en terre amazonienne qui semblait si inexorable, serait-elle en voie d'épuisement ?

Yann GUILLAUD,
chercheur-associé CRBC